

Manifestation régionale du 16 septembre 2025



Merci à vous d'avoir fait le déplacement dans une situation toute particulière, c'est très important. Je salue toutes les délégations qui viennent des 5 départements, de force ouvrière, de la CGT et de la CFDT. Merci à vous.

La situation dans les hôpitaux, tout le monde la connaît. Le manque de lits, le manque de médecins, le manque d'infirmiers, des urgences régulées, des urgences fermées. Et toute cette situation, la psychiatrie, le médico social, aucun secteur n'est épargné par les coupes budgétaires, par l'austérité.

Toute cette situation n'est pas le fruit du hasard. Toute cette situation n'est pas une fatalité. Elle a été organisée sciemment par des politiques visant à réduire les dépenses de santé depuis des décennies et accélérée depuis la présidence Macron.

Le 23 avril dernier, l'ex Premier ministre Bayrou s'est adressé aux agences régionales de santé pour leur demander de réaliser 1,1 milliard d'économies sur les hôpitaux et de déclencher partout où c'est possible des plans de performance, des plans d'économie.

Le nouveau ministre, le nouveau Premier ministre, ce week-end a décidé pour sa première visite d'évoquer la santé. Et qu'est-ce qu'il dit ? Il dit que la dette publique, il faut l'expliquer aux Français, elle est aussi en lien parce qu'on a donné trop d'argent aux hôpitaux. C'est ça, Lecornu.

Il n'y a aucune volonté de rompre avec cette logique, aucune volonté de remettre en cause les plans d'économie partout, le manque de lits, former les médecins, arrêter, sortir des quotas pour sortir de cette situation.

Ils n'ont pas cette volonté parce qu'ils veulent continuer, c'est pour ça qu'ils parlent de 5000 maisons médicales, au lieu de parler de maintenir les services d'urgence en place et de doter les hôpitaux de moyens pour prendre en charge la population, c'est inacceptable et c'est pour ça que nous sommes là aujourd'hui pour porter nos revendications.

De l'argent, il y en a, ce sont 211 milliards d'aides publiques versées aux entreprises sans aucune contrepartie, ce sont 413 milliards d'euros pour l'armée, pour la guerre qui sont versés, c'est ça la réalité.

Et d'ailleurs, la ministre démissionnaire Vautrin fin août a demandé aux agences régionales de santé de préparer les hôpitaux à recevoir des centaines de blessés de guerre à partir de mars 2026 et ça nous ne pouvons l'accepter aussi mes camarades il faut demander des moyens pour l'hôpital et pas pour la guerre.

Le 10 septembre a été une mobilisation puissante au travers de tout le pays, où le rejet de l'austérité a été exprimé, la colère profonde aussi s'est exprimée. Le 18 une nouvelle journée de grève est proposée, les hospitaliers en font partie, les hospitaliers refusent cette situation, comme nos collègues à Laval, avec la population, fin juin ils étaient mille, mille en grève et présents pour demander à l'ARS de retirer le plan visant 100 suppressions de poste au CH de Laval.

Ils ont contraint le ministre à se déplacer, ils ont contraint l'ARS à retirer les 100 suppressions de poste, ce qui s'est passé à Laval est possible dans tous les hôpitaux, est possible partout, par la grève, par la mobilisation, c'est ça qu'il faut dire aujourd'hui.

Je pense aussi au combat en néonatalogie au CHU de Nantes qui a permis la création de postes. La grève en ce moment en oncologie au CHU d'Angers où ils n'ont pas leur prime de soins critiques parce que l'établissement a décidé de faire 2,7 millions d'euros d'économies sur le personnel.

Partout il faut qu'on discute, partout il faut mettre la question de la grève, de l'amplification. Cette journée n'est pas une fin en soi. Au contraire, elle doit être le début de la poursuite d'un mouvement engagé dans les hôpitaux. Le 10 septembre, qui serait à réaffirmer demain. Il faut amplifier la mobilisation, nous n'avons pas d'autres choix.

Et c'est ce que nous allons dire à l'Agence régionale de santé aujourd'hui. Nous allons porter les revendications urgentes. Ils ont décidé de mettre 280 places d'IFSI. 230 supplémentaires en 2022. Nous allons en demander deux fois plus. Ils vont augmenter de 440 les places de formation de médecins en faculté de médecine. Nous allons demander que l'ARS double ce nombre-là.

Nous allons demander à l'ARS qu'elle arrête dès maintenant, qu'elle donne l'ordre à toutes les agences de l'ARS dans les départements de mettre un stop immédiat à tous les plans d'économies. S'ils ne prennent pas ces décisions, ça veut dire qu'ils sont pour la poursuite de la dégradation des hôpitaux, de l'offre de soins pour la population. Et ça veut dire qu'ils ne sont pas d'accord pour que ça change.

Alors, je vais laisser la parole à mes camarades de la CGT et de la CFDT. Merci à vous. On repart dans nos établissements après cette journée, pour dire à nos collègues qu'on peut gagner. Il faut partir, il faut mettre la question de la grève à la discussion, de la reconduction, et on lâche rien. Merci à vous.